

Le sénateur Olson: Honorables sénateurs, je crois qu'on a prétendu que c'était en partie pour cette raison qu'elle avait démenagé. Mais je suis prêt à supprimer cette phrase de ma réponse, si le sénateur Smith estime que ce serait mieux.

Le sénateur Smith: Je ne crois pas. J'ai l'impression que ce n'est pas sans raison que cette phrase figure dans sa réponse. J'aimerais bien connaître cette raison, c'est tout.

Le sénateur Olson: Honorables sénateurs, je viens de le dire, mais je suppose qu'il serait superflu de me répéter.

Le sénateur Smith: Je n'ai pas entendu votre explication.

Le sénateur Olson: J'ai dit qu'il y avait eu des allégations à cet effet ou qu'on avait du moins prétendu que c'était l'une des raisons de ce déménagement.

L'AGENCE D'EXAMEN DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER

LA VENTE DE LOGEMENTS LOCATIFS À DES ÉTRANGERS

L'honorable H. A. Olson (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, je veux répondre à la question que le sénateur Haidasz m'a posée le 18 novembre 1982 afin de savoir si on avait officiellement demandé à l'Agence d'examen de l'investissement étranger d'enquêter sur la vente de 11,000 appartements à des étrangers par la société Cadillac-Fairview, entre autres.

La réponse est passablement longue. Les honorables sénateurs acceptent peut-être qu'elle soit tenue pour lue.

Son Honneur le Président: Êtes-vous d'accord, honorables sénateurs?

Des voix: D'accord.

(La réponse suit:)

Les représentants de l'Agence d'examen de l'investissement étranger étudient la situation pour voir si elle tombe sous le coup de la loi sur l'examen de l'investissement étranger. On poursuit l'examen des transactions qui ont conduit au transfert de propriété de ces appartements afin de s'assurer que la loi a bien été respectée. Le ministre de l'Industrie et du Commerce et de l'Expansion économique régionale m'a signalé que ses représentants avaient reçu toute la collaboration voulue dans le cadre de leur étude des documents concernés. Leur analyse préliminaire montre que ces transactions ont été effectuées de façon à ne pas être visées par les méthodes d'examen prévues dans la loi. En effet, il semble que les étrangers ou les personnes non admissibles concernés sont des investisseurs qui ne font qu'un placement et n'ont aucun contrôle sur ces appartements.

Cet examen se poursuivra tant qu'on n'aura pas prouvé de manière satisfaisante au ministre que la loi n'a pas été violée.

LA LOI SUR LES ACCORDS DE BRETTON WOODS LA LOI SUR L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

BILL MODIFICATIF—3^e LECTURE

L'honorable Royce Frith (leader adjoint du gouvernement), au nom du sénateur van Roggen, propose: Que le bill C-129, tendant à modifier la loi sur les accords de Bretton Woods et la loi sur l'Association internationale de développement, soit lu pour la 3^e fois.

(La motion est adoptée et le bill, lu pour la 3^e fois, est adopté.)

AGRICULTURE

«L'INDUSTRIE EN ÉBULLITION»—ÉTUDE DU RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT—FIN DU DÉBAT

Le Sénat reprend le débat, ajourné le mardi 22 juin 1982 sur le rapport du comité permanent de l'agriculture intitulé: «L'industrie en ébullition: rapport sur la stabilisation à long terme de l'industrie canadienne du bœuf», déposé au Sénat le 22 juin 1982.

L'honorable Martha P. Bielish: Honorables sénateurs, je suis heureuse de pouvoir commenter le rapport du comité permanent de l'agriculture sur la stabilisation à long terme de l'industrie du bœuf au Canada, intitulé «L'industrie en ébullition».

Pour commencer, je voudrais rendre hommage à feu l'honorable sénateur Harry Hays, à qui est dédié le présent rapport. Son enthousiasme, ses vastes connaissances et son attachement à cette étude témoignaient de l'intérêt qu'il avait toujours porté à l'agriculture en général et à l'industrie du bœuf en particulier, aux niveaux local, provincial, national et international.

Je voudrais également rendre hommage au sénateur Sparrow, qui, lorsqu'on lui a demandé d'assumer la présidence du comité du Sénat, a accepté cette responsabilité de bon cœur et s'est chargé de conduire le rapport préliminaire jusqu'à l'impression finale avec compétence et célérité. Je suis persuadée que tous les membres du comité se joindront à moi pour remercier le sénateur Sparrow.

Je désire remercier également nos conseillers, M. S. B. Williams et M. Max Roytenberg; le personnel du comité, M. Grant Carman et M^{mes} Sally Rutherford et Aileen Collins; ainsi que le greffier du comité, M. John Desmarais.

Honorables sénateurs, l'industrie du bœuf était dans un état grave. Les revenus des producteurs étaient très fluctuants. Les coûts de production montaient, ainsi que les taux d'intérêt. Des difficultés financières ont forcé de nombreux producteurs bien établis à se débarrasser totalement de leur cheptel et en ont contraint d'autres à la faillite.

C'est en raison de cette inquiétude pour l'industrie du bœuf que le comité permanent de l'agriculture a entrepris cette étude. Il a effectué un examen des réseaux de commercialisation des divers offices et agences, puis il a embauché des conseillers pour préparer un document de travail intitulé: «Alternative Marketing and Stabilization Programs for the Beef Industry in Canada». Ce document devait définir les difficultés, proposer des solutions et promouvoir la discussion. Il a été largement distribué aux ministères provinciaux de